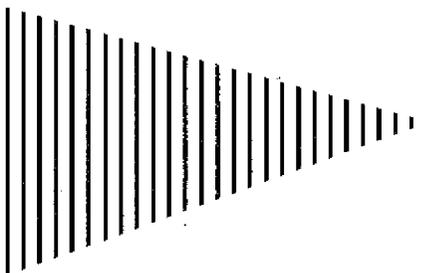


VILLE DE DIEPPE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice terminé le 31 décembre 2013



EY

Travailler ensemble
pour un monde meilleur

TABLE DES MATIÈRES

Exercice terminé le 31 décembre 2013

MEMBRES DU CONSEIL, OFFICIERS MUNICIPAUX ET STATISTIQUES GÉNÉRALES	i
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS	1
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
État consolidé des résultats	2
État consolidé de la situation financière	3
État consolidé de la variation de la dette nette	4
État consolidé des flux de trésorerie	5
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	6

MEMBRES DU CONSEIL, OFFICIERS MUNICIPAUX ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

Exercice terminé le 31 décembre 2013

MAIRE

Yvon Lapierre

MAIRE-ADJOINT

Paul N. Belliveau

CONSEILLERS

Jody Dallaire
Jean Gaudet
Jordan E. Nowlan
Jean-Marc Brideau

Jean-Claude Cormier
Paul N. Belliveau
Ernest Thibodeau
Roger LeBlanc

OFFICIERS MUNICIPAUX

Directeur général

Marc Melanson

Secrétaire municipal

Pierre LaForest

Trésorier par intérim

Stéphane Thériault

Chef des pompiers

Charles LeBlanc

Gestionnaire en chef par intérim du service des travaux publics, eau et égout

David Knowles

Directeur du service d'ingénierie et projet source d'eau

Jacques LeBlanc

Directeur du service des bâtiments municipaux et environnement

Luc St-Jules

Directeur du service des loisirs et installations récréatives

Raymond Bourque

Directrice du service des communications

Annie Duguay

Directeur de la planification et du développement

André Frenette

Directrice du service des ressources humaines

Martine Savoie

Directeur du service des affaires corporatives

Luc Richard

Directeur du service des technologies de l'information

Shaun Daigle

Conseillers juridiques principaux

McIntyre Finn

Auditeurs

Ernst & Young
Comptables agréés

STATISTIQUES GÉNÉRALES

Population : 23 310 (recensement 2011)

VALEUR IMPOSABLE ET TAUX D'IMPOSITION LOCALE

	Valeur imposable	Taux d'imposition
2013	2 534 589 700 \$	1,5645 \$
2014	2 679 114 100 \$	1,5845 \$

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À son Honneur le maire et aux membres du conseil

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la VILLE DE DIEPPE, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE DIEPPE au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ernst & Young S.R.L./S.E.V.C.R.L.

Dieppe, Nouveau-Brunswick
le 28 avril 2014

Comptables agréés

VILLE DE DIEPPE**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**

Exercice terminé le 31 décembre

	2013 Budget	2013 Réel	2012 Réel
REVENUS			
Mandat d'imposition	39 653 655 \$	39 653 655 \$	37 266 332 \$
Prestations de services à d'autres gouvernements			
Autres municipalités (note 24)	77 202	87 000	77 202
Province du Nouveau-Brunswick (note 24)	154 997	157 612	158 995
Vente de services (note 24)	10 857 299	10 868 132	10 113 693
Autres revenus de provenance interne (note 24)	811 639	893 588	983 483
Subvention inconditionnelle	871 177	871 177	925 642
Ajustement pour paiement tenant lieu d'impôt foncier	4	4	3 622
Intérêts gagnés	45 004	276 478	130 326
Contributions aux investissements en immobilisations des gouvernements fédéral et provincial	-	2 044 813	1 896 286
Contributions en immobilisations des développeurs	-	5 739 102	1 464 577
Autres contributions	-	354 141	290 750
Ventes de terrains nettes (note 4)	-	434 248	77 979
	52 470 977 \$	61 379 950 \$	53 388 887 \$
DÉPENSES			
Services d'administration générale (note 24)	4 505 648 \$	4 177 412 \$	4 297 968 \$
Services de protection (note 24)	9 716 561	8 441 893	7 848 091
Services de transports (note 24)	5 874 956	5 530 643	5 097 429
Services d'hygiène du milieu (note 24)	1 034 772	1 015 305	972 906
Services d'urbanisme, d'aménagement et de mise en valeur du territoire (note 24)	2 506 271	2 466 184	2 534 568
Services récréatifs et culturels (note 24)	8 010 712	7 022 902	7 087 764
Approvisionnement en eau (note 24)	4 989 874	4 574 053	4 400 831
Collectage et évacuation des eaux d'égouts (note 24)	3 555 514	3 286 407	3 342 185
Services financiers - général (note 24)	3 022 293	2 954 771	3 095 790
Services financiers - eau (note 24)	878 823	772 704	749 000
Services financiers - égouts (note 24)	322 766	367 080	294 040
Amortissement	-	8 498 907	7 736 908
Perte et baisse de valeur sur terrains destinés à la vente	-	-	880 325
Gain sur disposition d'immobilisation	-	(188 148)	-
	44 418 190	48 920 113	48 337 805
EXCÉDENT DE L'EXERCICE (notes 20 et 23)	8 052 787 \$	12 459 837 \$	5 051 082 \$
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT (note 3)		173 320 808	168 269 726
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN		185 780 645 \$	173 320 808 \$

VILLE DE DIEPPE**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

31 décembre

2013

2012

Actifs financiers

Encaisse	14 152 320 \$	13 142 919 \$
Débiteurs		
Général	4 087 575	3 027 452
Taxe de vente à recevoir	942 088	505 202
Province du Nouveau-Brunswick (note 5)	43 387	714 792
	19 225 370 \$	17 390 365 \$

Passifs

Créditeurs	7 042 281 \$	5 129 999 \$
Déductions à la source à payer	159 146	141 113
Congés de maladie accumulés (note 10)	854 986	793 438
Revenus différés		
Revenus différés général	126 028	244 626
Revenus différés des gouvernements (note 6)	1 209 495	689 614
Retenues de garanties	1 051 925	1 002 717
Emprunts à demande (note 7)	1 014 416	1 099 416
Dettes à long terme (note 8)	92 070 122	93 812 122
	103 528 399	102 913 045

DETTE NETTE**(84 303 029) (85 522 680)****ACTIFS NON-FINANCIERS**

Immobilisations corporelles (note 18)	344 113 994	324 960 886
Amortissement cumulé	(77 707 597)	(70 033 451)
	266 406 397	254 927 435
Inventaire	12 408	15 879
Stock - terrains	3 625 925	3 878 427
Charges payées d'avance	38 944	21 747
	270 083 674	258 843 488

EXCÉDENT ACCUMULÉ**185 780 645 \$ 173 320 808 \$****ÉVENTUALITÉS (note 11)**

APPROUVÉ PAR

 Maire Secrétaire municipal ou trésorier

VILLE DE DIEPPE**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**

Exercice terminé le 31 décembre

	2013	2012
Excédent pour l'année	12 459 837 \$	5 051 082 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(20 376 335)	(10 717 279)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	586 614	-
Amortissement des immobilisations corporelles	8 498 907	7 736 908
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(188 148)	-
	980 875	2 070 711
Acquisition de l'inventaire	(12 408)	(15 879)
Acquisition des charges payées d'avance	(38 944)	(21 747)
Consommation de l'inventaire	15 879	14 489
Utilisation des charges payées d'avance	21 747	15 873
Variation des stocks de terrains	252 502	502 767
	238 776	495 503
Diminution de la dette nette	1 219 651	2 566 214
Dette nette au début de l'exercice	(85 522 680)	(88 088 894)
Dette nette à la fin de l'exercice	(84 303 029) \$	(85 522 680) \$

VILLE DE DIEPPE**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Exercice terminé le 31 décembre

2013

2012

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Excédent de l'exercice	12 459 837 \$	5 051 082 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie:		
Gain sur disposition d'immobilisation	(188 148)	-
Amortissement	8 498 907	7 736 908
Contributions en immobilisations des développeurs	(5 739 102)	(1 464 577)
	15 031 494	11 323 413
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement:		
Débiteurs	(825 604)	607 858
Créditeurs	1 930 315	(1 359 633)
Variation dans l'inventaire et les charges payées d'avance	238 776	495 503
Autres éléments	512 039	930 832

16 887 020 **11 997 973****ACTIVITÉS DE CAPITAL**

Acquisition d'immobilisations corporelles	(14 637 233)	(9 252 702)
Produit de la cession d'immobilisations	586 614	-

(14 050 619) **(9 252 702)****ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Variation de l'emprunt à demande	(85 000)	(975 000)
Obtention de financement supplémentaire	5 915 000	9 427 000
Remboursement de la dette à long terme	(7 657 000)	(5 356 980)

(1 827 000) **3 095 020****AUGMENTATION DE L'ENCAISSE****1 009 401** **5 840 291****ENCAISSE AU DÉBUT****13 142 919** **7 302 628****ENCAISSE À LA FIN****14 152 320 \$** **13 142 919 \$**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

1. OBJECTIF DE L'ORGANISATION

La Ville de Dieppe a été incorporée comme ville par la Loi sur les municipalités du Nouveau-Brunswick le 1^{er} janvier 1952 et a accédé au statut de Ville le 1^{er} janvier 2003 par une modification du Règlement 85-6 du Nouveau-Brunswick, en vertu de la Loi sur les municipalités. En tant que municipalité, la Ville est exemptée d'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149 (1)(c) de la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu. La Municipalité s'est donné l'énoncé de vision suivant : « La Ville de Dieppe reflète sa fierté acadienne dans son accueil à tous; il fait bon y vivre et élever une famille grâce à son développement intelligent et son souci pour l'environnement. »

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Ville de Dieppe reposent sur les observations de l'administration présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les gouvernements locaux, comme le recommande le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) des Comptables professionnels agréés du Canada.

La Ville a adopté les normes de CSP le 1^{er} janvier 2011.

Les états financiers présentés selon les normes de CSP portent surtout sur la situation financière de la Ville et sur les changements à cet égard. L'état consolidé de la situation financière comprend tous les passifs et actifs de la Ville.

Les entités suivantes sont comprises dans ces états financiers:

- Ville de Dieppe
- Expansion Dieppe Inc.
- Gestion 1604 Inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Les aspects importants des conventions comptables adoptées par la Municipalité sont les suivants :

Entité publiante

Les états financiers consolidés reflètent les actifs, les passifs, les revenus, les dépenses et les changements à la dette nette et au flux net de trésorerie de l'entité publiante. L'entité publiante comprend toutes les organisations et entreprises responsables de l'administration des affaires et des ressources de la Ville et qui sont la propriété de la Ville ou qui sont contrôlées par elle.

Les transactions et les soldes interservices et organisationnels sont éliminés.

Budget

Les montants inscrits aux présents états financiers ont été approuvés par le conseil le 10 décembre 2012 et par le Ministre des gouvernements locaux le 15 février 2013.

Comptabilisation des recettes

Les recettes non affectées sont enregistrées sur la base de la comptabilité d'exercice et sont constatées lorsque la somme recouvrée est raisonnablement assurée. Les contributions avec restrictions sont comptabilisées en tant que revenu de l'année auquel les frais connexes sont engagés.

Les autres recettes sont enregistrées lorsqu'elles sont réalisées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une influence sur les montants déclarés à l'actif et au passif et sur la déclaration des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants déclarés de revenus et de dépenses au cours de l'exercice. Ces estimations sont examinées périodiquement et, si des rectifications deviennent nécessaires, elles sont signalées dans les revenus de la période à laquelle elles deviennent connues. Les résultats peuvent être différents de ces estimations.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Ville se composent de l'encaisse, de comptes débiteurs, de créditeurs, des retenues de garanties, de la dette à long terme et des autres montants à payer. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que la Ville n'est pas exposée à d'importants risques de taux d'intérêt, risques de taux de change ou risque de crédit découlant de ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable, à moins d'indication contraire.

Immobilisations corporelles

À partir du 1^{er} janvier 2011, la Ville a adopté les dispositions du CSP, au chapitre 3150 sur les immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées selon leur coût qui comprend tous les montants qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction, le développement ou l'amélioration de l'actif. Le coût des immobilisations corporelles est amorti sur une base linéaire pendant la durée de vie utile estimée comme suit:

Type d'actif	Années
Améliorations foncières	10 à 25 ans
Équipement et machinerie	3 à 30 ans
Véhicules	5 à 10 ans
Bâtiments	20 à 50 ans
Réseaux de transport routier	10 à 50 ans
Réseaux d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées	30 à 100 ans

Les actifs en construction ne sont pas amortis tant que l'actif n'est pas disponible pour une utilisation productive.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Information sectorielle

La Ville de Dieppe est une municipalité diversifiée qui offre une grande gamme de services à ses résidents. Aux fins de la gestion des rapports, les opérations et les activités de la Ville sont organisées et signalées par fonction. Cette présentation a été créée dans le but d'enregistrer des activités spécifiques pour atteindre certains objectifs conformément à des règlements spéciaux, des restrictions ou des interdictions. Les services municipaux sont fournis par les départements suivants:

Services d'administration générale

Cette section est responsable du financement global et de l'administration locale de la Ville. Ceci comprend les fonctions du conseil, gestion générale et financière, les questions juridiques et de conformité avec la législation ainsi que les relations civiques.

Services de protection

Cette section est responsable de la prestation des services de police, la protection contre les incendies, les mesures d'urgence, le contrôle des animaux, l'inspection des bâtiments et autres mesures de protection.

Services de transports

Cette section est responsable des services en commun, de l'entretien des routes, des services de circulation et autres fonctions reliées.

Services d'hygiène du milieu

Cette section est responsable de l'enlèvement des déchets solides.

Service d'urbanisme, d'aménagement et de mise en valeur du territoire

Cette section est responsable du zonage, du développement économique, du tourisme et autres services de développement et promotionnels.

Services récréatifs et culturels

Cette section est responsable de l'entretien et l'exploitation des installations récréatives et culturelles incluant les piscines, les arénes, les parcs et terrains de jeux et autres établissements récréatifs et culturels.

Systèmes d'eau et égouts

Cette section est responsable de la fourniture de services d'eau et d'égouts, y compris l'entretien et l'exploitation des réseaux souterrains, des usines de traitement, des réservoirs et des lagunes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS31 décembre 2013

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Inventaire

L'inventaire est évalué au moindre du coût et du coût de remplacement net, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Avantages postérieurs à l'emploi

La Ville offre un avantage de congé de maladie, tel que documenté dans la note 10.

3. EXCÉDENT ACCUMULÉ

L'excédent accumulé au 1er janvier 2012 a été augmenté de 1 684 330 \$ afin de refléter des contributions en immobilisations des développeurs omis à la transition vers les normes CSP.

4. VENTES DE TERRAINS	2013	2012
Ventes de terrains	686 750 \$	153 600 \$
Coût des terrains vendus	(252 502)	(75 621)
	434 248 \$	77 979 \$

5. SOMMES À RECEVOIR DE LA PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	2013	2012
Fonds Chantiers Canada	43 387 \$	604 506 \$
Fonds de la taxe sur l'essence	-	110 286
	43 387 \$	714 792 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

6. REVENUS DIFFÉRÉS DU GOUVERNEMENT

Les revenus différés du gouvernement consistent en des fonds reçus du fonds de taxe sur l'essence qui n'ont pas encore été dépensés pour les projets approuvés.

7. EMPRUNTS À DEMANDE

Les emprunts bancaires, remboursables à même le produit de la vente de terrains détenus en garantie, portent intérêts au taux préférentiel payable annuellement et échoient en août 2014.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

8. DETTE À LONG TERME	2013	2012
Emprunt		
Emprunt, garanti par le terrain et la bâtisse de l'hôtel de Ville d'une valeur comptable nette de 9 404 586 \$, remboursable par versements mensuels de 73 041 \$ incluant les intérêts calculés au taux de 5,67 %, échéant en octobre 2031.	9 821 122 \$	10 131 122 \$
Débetures		
1) Débeture, 1,65% à 2,45%, échéant en 2017.	1 193 000	1 477 000
2) Débeture, renouvelée en 2013.	-	2 435 000
3) Débeture, 2,75% à 4,8%, renouvelable en 2014, portion échéant en 2019 et 2024.	6 848 000	7 549 000
4) Débeture, 3,75% à 4,375%, renouvelable en 2015, portion échéant en 2020 et 2025.	8 419 000	9 192 000
5) Débeture, 4,15% à 4,45%, renouvelable en 2016, portion échéant en 2021 et 2026.	12 610 000	13 597 000
6) Débeture, 4,45% à 4,85%, renouvelable en 2017, portion échéant en 2022, 2027 et 2032.	7 289 000	7 742 000
7) Débeture, 2,10% à 5,55%, renouvelable en 2023, portion échéant en 2028 et 2033.	5 775 000	6 038 000
8) Débeture, 1,0% à 4,5%, renouvelable en 2019, portion échéant en 2024, 2029 et 2034.	9 200 000	9 599 000
9) Débeture, 1,50% à 3,85%, renouvelable en 2020, portion échéant en 2025, 2030, 2035 et 2040	11 097 000	11 609 000
10) Débeture, 1,35% à 3,45%, renouvelable en 2021, portion échéant en 2026, 2031 et 2036.	4 819 000	5 016 000
11) Débeture, 1,35% à 3,8%, renouvelable en 2032, et échéant en 2037.	9 084 000	9 427 000
12) Débeture, 1,25% à 4,40%, portion échéant en 2028 et 2033.	5 915 000	-
Total	92 070 122 \$	93 812 122 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

8. DETTE À LONG TERME (suite)

L'approbation de la Commission des emprunts de capitaux pour les municipalités a été obtenue pour la dette à long terme.

L'estimé des remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants en présumant le renouvellement des dettes:

2014 -	6 129 687 \$
2015 -	5 343 313 \$
2016 -	4 657 400 \$
2017 -	3 653 646 \$
2018 -	2 889 117 \$

9. EMPRUNTS À COURT TERME

Emprunt d'exploitation

Ainsi que le prescrit la Loi sur les municipalités, les emprunts pour financer les affaires courantes du Fonds général sont limités à 4% du budget de fonctionnement de la municipalité. Les emprunts pour financer les affaires courantes du Fonds des services publics sont limités à 50% du budget de fonctionnement pour l'année. En 2013, la Ville s'est conformée à ces restrictions.

Emprunt inter fonds

Le guide servant à la présentation des rapports financiers municipaux exige que les emprunts inter fonds à court terme soient remboursés l'année suivante à moins que l'emprunt soit pour un projet de capital. Les montants payables entre les fonds sont en conformité avec cette exigence.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

10. CONGÉS DE MALADIE ACCUMULÉS

La Ville de Dieppe offre un congé de maladie qui s'accumule à raison de 8 heures par mois pour employés non administratifs à temps plein, et à 7 heures par mois pour employés administratifs à temps plein. Un employé peut prendre un congé avec solde pour une durée maximale de 5 jours consécutifs avec un maximum de 12 jours par année.

Une évaluation actuarielle a été réalisée sur le plan des 139 employés en conformité avec SP 3255. La méthode actuarielle utilisée est la méthode des unités projetées au prorata des services à l'usage prévu. L'évaluation était basée sur un certain nombre d'hypothèses concernant des événements futurs, comme l'augmentation des taux d'intérêt, les salaires et le roulement du personnel et la retraite. Les hypothèses utilisées reflètent les meilleures estimations de la Ville.

Les principales hypothèses de l'évaluation sont comme suit:

- augmentation de salaire annuelle est de 3,3%;
- le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées est de 4,5%;
- âge de la retraite est de 60; et
- estimation de l'utilisation nette du taux de congés de maladie varie avec l'âge.

Le congé de maladie est un avantage non financé. En tant que tel, il n'y a pas d'actifs applicables. Les prestations sont payées à partir des recettes générales lorsqu'elles viennent à échéance.

11. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des opérations, la Ville de Dieppe est impliquée dans différentes réclamations ou poursuites judiciaires. De l'avis des conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et des montants, le cas échéant, que la municipalité pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

12. ENGAGEMENTS

La Ville s'est engagée à partager les frais d'assainissement qui seront encourus sur certaines propriétés vendues à un développeur, jusqu'à un maximum de 563 468 \$. Ce montant devient payable quand le développeur encourt ces frais d'assainissement et fournit des documents de support à la Ville. Tout montant dû en vertu de cet engagement sera passé en charge dans l'année où la documentation est fournie.

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction est d'avis que la municipalité n'est pas exposée à des risques de crédit ou liés aux taux d'intérêts qui sont significatifs sur ses instruments financiers.

14. TRANSFERTS AUX RÉSERVES

Les transferts entre les fonds de réserve furent autorisés au conseil le 9 décembre 2013 par résolution à l'exception d'un transfert de 501 111 \$ pour la vente d'un terrain municipal qui fut autorisé le 11 mars 2013 et d'un transfert de la réserve de 68 000 \$ qui fut autorisé le 8 juillet 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

15. EXCÉDENT DE L'ACTIF À COURT TERME SUR LE PASSIF À COURT TERME - FONDS DE CAPITAL ET D'EMPRUNT

Au 31 décembre 2013, les fonds de capital et d'emprunt de la Ville de Dieppe indiquent un déficit et un excédent de l'actif à court terme sur le passif à court terme par les montants suivants :

	Fonds de capital eau et égouts	Fonds de capital et d'emprunt général
Actif à court terme	1 321 632 \$	4 818 959 \$
Passif à court terme	1 540 446	3 500 822
	(218 814) \$	1 318 137 \$

Le déficit du fond de capital eau et égouts est le résultat de dépenses en capital effectuées avant d'avoir reçu la débenture correspondante. Cette dernière fut autorisée en 2013.

L'excédent du fond de capital et d'emprunt général est le résultat de dépenses en capital réelles inférieures à ce qui avait été prévu pour l'année 2013 et à certains projets pas encore terminés. La Ville de Dieppe a l'intention d'utiliser cet excédent pour financer des dépenses en capital pendant l'année 2014.

16. EXCÉDENT/DÉFICIT AU FONDS DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES D'EAU ET ÉGOUTS

La Loi sur les municipalités exige que les excédents/déficits au fonds de fonctionnement des services d'eau et égouts soient absorbés par un ou plusieurs des quatre budgets de fonctionnement à compter de la deuxième année suivante; l'excédent/déficit à la fin de l'année est le suivant :

	2013	2012
2013 excédent	234 834 \$	- \$
2012 excédent	283 361	283 361
2011 excédent	-	290 536
	518 195 \$	573 897 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

17. FRAIS DE DISTRIBUTION D'EAU

Les frais de distribution d'eau pour la protection contre les incendies débités par la Municipalité est dans les limites autorisées par le règlement 81-195 sous la Loi sur les municipalités en fonction du pourcentage applicable de dépenses du système de l'eau pour la population.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

18. TABLEAU D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Exercice terminé le 31 décembre 2013

	Terrains	Améliorations foncières	Équipement et machinerie	Véhicules	Bâtiments	Transports	Eau et égouts	Travaux en cours	Total 2013	Total 2012
COÛT										
Solde d'ouverture	19 371 133 \$	5 829 429 \$	2 092 175 \$	9 160 402 \$	57 719 916 \$	125 254 702 \$	103 076 539 \$	2 456 590 \$	324 960 886 \$	314 243 607 \$
Plus:										
Acquisitions de l'année	70 400	1 099 779	412 006	274 130	42 713	6 549 723	3 820 756	8 106 828	20 376 335	10 717 279
Dispositions de l'année	(98 147)	(14 848)	-	(225 784)	(120 357)	(428 838)	(335 253)	-	(1 223 227)	-
SOLDE DE CLÔTURE	19 343 386	6 914 360	2 504 181	9 208 748	57 642 272	131 375 587	106 562 042	10 563 418	344 113 994	324 960 886
AMORTISSEMENT CUMULÉ										
Solde d'ouverture	-	2 272 896	857 777	4 196 587	11 354 845	30 438 788	20 912 558	-	70 033 451	62 296 543
Plus:										
Amortissement de l'année	-	310 669	221 639	691 762	2 051 894	3 598 899	1 624 054	-	8 498 907	7 738 908
Amortissement cumulé sur dispositions	-	(14 848)	-	(162 548)	(108 923)	(334 456)	(203 986)	-	(824 761)	-
SOLDE DE CLÔTURE	-	2 568 707	1 079 416	4 725 801	13 297 816	33 703 231	22 332 626	-	77 707 597	70 033 451
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS	19 343 386 \$	4 345 653 \$	1 424 765 \$	4 482 947 \$	44 344 456 \$	97 672 356 \$	84 229 416 \$	10 563 418 \$	266 406 397 \$	254 927 435 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

19. TABLEAU DE PRÉSENTATION SECTORIELLE

Exercice terminé le 31 décembre 2013

	Administration générale	Protection	Transport	Hygiène	Développement économique	Récréatifs et culturels	Eau et égouts	2013 Consolidés	2012 Consolidés
Revenus									
Mandat d'impôts fonciers	5 255 938 \$	10 257 068 \$	12 046 517 \$	1 001 826 \$	2 176 966 \$	8 915 340 \$	- \$	39 653 655 \$	37 266 332 \$
Prestations de services à d'autres gouvernements	-	87 000	157 612	-	-	-	-	244 612	236 197
Vente de services	-	-	-	-	-	1 205 210	9 662 922	10 868 132	10 113 693
Subvention sans condition	115 471	225 344	264 658	22 010	47 827	195 867	-	871 177	925 642
Intérêt	28 784	56 173	65 973	5 486	21 018	48 825	50 219	276 478	130 327
Autres	20 660	677 093	4 832 911	2 322	720 428	209 555	3 002 927	9 465 896	4 716 696
	5 420 853	11 302 678	17 367 671	1 031 644	2 966 239	10 574 797	12 716 068	61 379 950	53 388 887
Dépenses									
Salaires et bénéfiques	1 601 739	2 752 354	2 141 556	-	1 180 227	4 424 256	2 498 143	14 598 275	13 868 697
Biens et services	2 092 997	5 689 539	3 069 672	1 015 305	1 285 957	2 598 646	5 493 584	21 245 700	21 363 666
Amortissement	672 338	257 632	4 363 927	-	12 107	1 439 113	1 753 790	8 498 907	7 736 908
Intérêt	565 170	122 551	1 780 841	-	-	486 209	1 139 784	4 094 555	4 138 830
Autres	482 676	-	-	-	-	-	-	482 676	1 229 704
	5 414 920	8 822 076	11 355 996	1 015 305	2 478 291	8 948 224	10 885 301	48 920 113	48 337 805
Excédent (déficit) de l'année	5 933 \$	2 480 602 \$	6 011 675 \$	16 339 \$	487 948 \$	1 626 573 \$	1 830 767 \$	12 459 837 \$	5 051 082 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

20. RÉCONCILIATION DE L'EXCÉDENT DE L'ANNÉE

Exercice terminé le 31 décembre 2013

	Fonctionnement Général	Capital Général	Fonctionnement eau et égouts	Capital eau et égouts	Parc industriel	Fonds de réserve	Total
Excédent (déficit) des fonds pour l'année 2013	225 780 \$	10 852 995 \$	234 834 \$	2 512 560 \$	(160 251) \$	1 651 665 \$	15 317 583 \$
Ajustements à l'excédent (déficit) annuel							
Excédent d'avant dernière année	(355 415)	-	(290 537)	-	-	-	(645 952)
Élimination des transferts entre fonds							
Fonds de réserve de fonctionnement général	758 044	(68 000)	-	-	-	(690 044)	-
Fonds de réserve capital général	1 726 000	(1 573 829)	-	-	-	(152 171)	-
Transferts entre fonds	3 549 920	(3 549 920)	283 203	(283 203)	-	-	-
Fonds de réserve de fonctionnement des services d'eau et égouts	-	-	27 075	-	-	(27 075)	-
Fonds de réserve capital d'eau et égouts	-	-	449 000	(42 143)	-	(406 857)	-
Transferts entre fonds	(238 570)	(197 700)	(46 503)	-	285 073	197 700	-
Remboursement du principal de la dette à long terme	4 325 000	(4 307 000)	1 230 000	(1 230 000)	(18 000)	-	-
Élimination d'un revenu interne	1 177 000	-	(1 177 000)	-	-	-	-
Dépense d'amortissement	-	(6 862 746)	-	(1 624 054)	-	-	(8 486 800)
Contributions en immobilisations des développeurs	-	3 693 387	-	2 045 715	-	-	5 739 102
Dépenses reclassées aux immobilisations	769 133	-	91 127	-	-	-	860 260
Reclassement du capital à la dépense	(282 528)	-	(62 690)	-	-	-	(345 218)
Argent reçu au lieu de terrain pour parcs municipaux, inscrit comme revenu différé	-	-	-	-	-	(6 661)	(6 661)
Gain (perte) sur disposition d'immobilisation	-	319 416	-	(131 268)	-	-	188 148
Vente de propriétés municipales	(37 410)	163 050	-	-	-	(501 111)	(375 471)
Excédent annuel des autres entités consolidées	214 846	-	-	-	-	-	214 846
Total d'ajustements à l'excédent (déficit) de l'année 2013	11 606 020	(12 383 342)	503 675	(1 264 953)	267 073	(1 586 219)	(2 857 746)
Excédent (déficit) pour l'année 2013 selon les normes CSP	11 831 800 \$	(1 530 347) \$	738 509 \$	1 247 607 \$	106 822 \$	65 446 \$	12 459 837 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

21. ÉTAT DES RÉSERVES

Exercice terminé le 31 décembre 2013

	Réserve Fonctionnement Général	Réserve Capital Général	Réserve Fonctionnement Eau et égouts	Réserve Capital Eau et égouts	Terrains d'utilité publique	Total 2013	Total 2012
Excédent accumulé Débiteurs	1 562 183 \$	3 318 194 \$	231 387 \$	670 286 \$	34 305 \$	5 816 355 \$	4 164 690 \$
Revenus							
Intérêts	12 976	42 130	3 040	3 920	3 380	65 446	28 883
Contribution du fonds de fonctionnement général	758 044	1 726 000	-	-	-	2 484 044	1 947 983
Contribution du fonds de fonctionnement des services d'eau et d'égouts	-	-	41 175	449 000	-	490 175	5 000
Vente d'une propriété municipale	-	501 111	-	-	-	501 111	-
Argent reçu au lieu de terrain pour parcs municipaux	-	-	-	-	6 661	6 661	15 258
	771 020	2 269 241	44 215	452 920	10 041	3 547 437	1 997 124
Dépenses							
Transfert au fonds de fonctionnement général	-	-	-	-	-	-	201 040
Transfert au fonds de capital et d'emprunt général	68 000	1 573 829	-	-	197 700	1 839 529	105 000
Transfert au fonds de fonctionnement des services d'eau et d'égouts	-	-	14 100	-	-	14 100	146 710
Transfert au fonds de capital des services d'eau et d'égouts	-	-	-	42 143	-	42 143	-
	68 000	1 573 829	14 100	42 143	197 700	1 895 772	452 750
Excédent de l'année	703 020 \$	695 412 \$	30 115 \$	410 777 \$	(187 659) \$	1 651 665 \$	1 544 374 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

22. ÉTAT DE FONCTIONNEMENT DES ENTITÉS CONTROLÉES

Exercice terminé le 31 décembre 2013

	Ville de Dieppe	Expansion Dieppe Inc.	Gestion 1604 Inc.	Total 2013	Total 2012
Actifs	276 255 230 \$	3 185 683 \$	9 868 131 \$	289 309 044 \$	284 728 515 \$
Passifs	92 400 019	1 260 249	9 868 131	103 528 399	113 092 037
Excédent (déficit) accumulé	183 855 211	1 925 434	-	185 780 645	171 636 478
Revenus	59 358 138	1 456 642	565 170	61 379 950	56 251 750
Dépenses	47 113 147	1 241 796	565 170	48 920 113	51 200 668
Excédent (déficit) pour l'année	12 244 991 \$	214 846 \$	- \$	12 459 837 \$	5 051 082 \$

Les entités mentionnées ci-haut sont inclus dans les états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

23. BUDGET DE FONCTIONNEMENT RÉCONCILIÉ AU BUDGET CSP

Exercice terminé le 31 décembre 2013

	Budget de fonctionnement général	Budget de fonctionnement eau et égouts	Amortissement immobilisations	Revenus internes	Excédent avant-dernière année	Transferts	Transferts entités consolidées	Total
Revenus								
Mandat d'impôts fonciers	39 653 655 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	39 653 655 \$
Prestations de services à d'autres gouvernements	232 199	-	-	-	-	-	-	232 199
Vente de services	1 064 758	9 792 541	-	-	-	-	-	10 857 299
Autres revenus de provenance interne	1 060 209	1 223 603	-	(1 177 000)	-	(285 073)	-	811 639
Subvention inconditionnelle	871 177	-	-	-	-	-	-	871 177
Ajustement pour paiement tenant lieu d'impôt foncier	4	-	-	-	-	-	-	4
Intérêts	45 004	-	-	-	-	-	-	45 004
Contribution Expansion Dieppe Inc.	133 962	25 611	-	-	-	-	(159 573)	-
Excédent d'avant dernière année	355 415	290 536	-	-	(645 951)	-	-	-
	43 406 383	11 332 191	-	(1 177 000)	(645 951)	(285 073)	(159 573)	52 470 977
Dépenses								
Services d'administration générale	4 505 648	-	-	-	-	-	-	4 505 648
Services de protection	10 893 561	-	-	(1 177 000)	-	-	-	9 716 561
Services de transports	5 874 958	-	-	-	-	-	-	5 874 958
Services d'hygiène du milieu	1 034 772	-	-	-	-	-	-	1 034 772
Services d'urbanisme	2 506 271	-	-	-	-	-	-	2 506 271
Services récréatifs et culturels	8 010 712	-	-	-	-	-	-	8 010 712
Approvisionnement en eau	-	4 989 874	-	-	-	-	-	4 989 874
Collectage et évacuation des eaux d'égouts	-	3 555 514	-	-	-	-	-	3 555 514
Intérêts sur la dette à long terme	3 022 293	1 201 589	-	-	-	-	-	4 223 882
Paiements de la dette à long terme	4 370 000	1 302 000	-	-	-	(5 672 000)	-	-
Transferts du fonds général de fonctionnement au fonds de capital et d'emprunt généra l	3 188 170	-	-	-	-	(3 188 170)	-	-
Transferts du fonds de fonctionnement des services d'eau & égouts au fonds de capital des services d'eau et égouts	-	283 214	-	-	-	(283 214)	-	-
	43 406 383	11 332 191	-	(1 177 000)	-	(9 143 384)	-	44 418 190
Excédent (Déficit)	- \$	- \$	- \$	- \$	(645 951) \$	8 858 311 \$	(159 573) \$	8 052 787 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

24. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES

	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
Revenus			
Prestations de services à d'autres gouvernements			
Feu	77 202 \$	87 000 \$	77 202 \$
Province du Nouveau-Brunswick			
Rues et chemins	141 900 \$	145 934 \$	145 897 \$
Peinture des lignes sur chaussées	13 097	11 678	13 098
	154 997 \$	157 612 \$	158 995 \$
Ventes de services			
Arénas	463 660 \$	537 120 \$	537 413 \$
Centre aquatique et sportif	500 530	532 232	500 920
Scène mobile - location et commanditaires	-	3 100	600
Programmes	92 460	121 156	149 586
Location de terrains sportifs	8 108	11 603	13 636
Eau	5 322 144	5 253 452	4 683 612
Réseau d'assainissement	4 152 530	4 093 471	3 912 687
Connections, services et autres	144 867	82 639	108 837
Intérêts gagnés	173 000	233 359	206 402
	10 857 299 \$	10 868 132 \$	10 113 693 \$
Autres revenus de provenance interne			
Permis de construction et autres permis	493 599 \$	401 175 \$	533 715 \$
Amendes			
Arrêté municipal	107 040	114 824	121 705
Loyers - matériel et immeuble	164 000	210 844	203 423
Divers	47 000	166 745	124 640
	811 639 \$	893 588 \$	983 483 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 décembre 2013

24. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
Dépenses			
<i>Services d'administration générale</i>			
Services législatifs			
Maire	35 168 \$	34 637 \$	30 799 \$
Conseillers	145 849	138 686	123 406
Autres	23 300	20 587	21 576
	204 317	193 910	175 781
Administration			
Greffier	296 655	290 614	292 837
Directeur	1 004 330	978 025	897 067
Immeubles	651 250	558 228	616 334
Avocat	379 008	155 726	362 835
Autres	313 503	322 069	447 737
	2 644 746	2 304 662	2 616 810
Gestion des finances			
Administration	193 923	186 328	186 661
Comptabilité	293 934	266 659	266 544
Vérification externe	39 228	48 113	36 371
	527 085	501 100	489 576
Services courants			
Coût d'évaluation	491 710	491 710	462 107
Autres services d'administration générale			
Congrès	15 000	16 942	18 674
Primes d'assurance responsabilité civile	182 090	179 336	176 786
Subvention - Théâtre Capitot	81 000	81 000	81 000
Subvention - Université de Moncton	50 000	50 000	50 000
Subvention - autres	284 700	351 671	218 379
Autres	25 000	7 081	8 855
	637 790	686 030	553 694
	4 505 648 \$	4 177 412 \$	4 297 968 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

24. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
<i>Services de protection</i>			
Service de police			
Circulation	14 000 \$	13 174 \$	12 529 \$
Véhicules et équipement	2 682	1 569	1 450
Contrat G.R.C. et coûts municipaux	4 681 254	4 681 254	4 021 783
Programmes de prévention	2 000	2 000	-
	4 699 936	4 697 997	4 035 762
Protection contre les incendies			
Administration	402 802	330 807	376 539
Service de lutte contre les incendies	2 866 046	2 013 019	2 080 317
Enquêtes sur les incendies et prévention	8 000	8 718	6 366
Poste et bâtiment	286 518	277 125	288 817
Matériel de lutte contre les incendies	420 700	403 573	316 373
Formation	41 500	48 884	35 162
	4 025 566	3 082 126	3 103 574
Mesures d'urgence	14 800	15 048	5 543
Autres			
Inspection de construction	436 750	393 545	364 450
Application des arrêtés	406 113	150 461	214 008
Protection des animaux	53 000	22 320	45 073
Destruction des insectes et parasites	80 396	80 396	79 681
	976 259	646 722	703 212
	9 716 561 \$	8 441 893 \$	7 848 091 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

24. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)

	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
<i>Services de transports</i>			
Services communs			
Administration	266 500 \$	252 869 \$	237 223 \$
Formation et perfectionnement	19 680	8 840	16 943
Génie civil, planification, surveillance	710 743	692 909	662 093
Matériel général	184 053	133 519	185 080
Ateliers et autres bâtiments	404 488	364 475	498 763
	1 585 464	1 452 612	1 600 102
Chemins et routes			
Entretien au cours de l'été	1 275 005	1 428 981	1 139 934
Trottoirs	61 000	45 807	31 362
Égouts pluviaux et fossés de drainage	66 000	78 945	51 467
Enlèvement de la neige et de la glace	1 047 750	1 132 308	1 068 269
	2 449 755	2 686 041	2 291 032
Éclairage des rues	461 000	406 309	451 695
Services relatifs à la circulation			
Indicateurs des rues	26 000	20 706	15 410
Traçage des voies de circulation	55 000	47 135	44 991
Signaux routiers	128 000	29 032	55 196
	209 000	96 873	115 597
Transport en commun	713 237	808 284	570 717
Gaz naturel	1 500	2 919	1 077
Programme d'équipement	455 000	77 605	67 209
	456 500	80 524	68 286
	5 874 956 \$	5 530 643 \$	5 097 429 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

24. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
<i>Service d'hygiène du milieu</i>			
Dépotoirs et enlèvement des ordures	1 034 772 \$	1 015 305 \$	972 906 \$
<i>Services d'urbanisme, d'aménagement et de mise en valeur du territoire</i>			
Commission d'urbanisme	14 176 \$	14 176 \$	207 628 \$
Planification et développement	489 774	393 850	30 398
Remembrement foncier et réserve foncière	98 665	116 483	113 095
Corporation de développement économique	946 019	1 070 116	1 275 523
Commission de développement économique	130 984	130 984	130 984
Promotion touristique et réceptions	721 653	643 892	659 182
Embellissement et amélioration de terrains	105 000	96 683	117 758
	2 506 271 \$	2 466 184 \$	2 534 568 \$
<i>Services récréatifs et culturels</i>			
Administration	799 628 \$	711 293 \$	698 497 \$
Centres communautaires	518 325	305 006	269 504
Centre aquatique et sportif	1 323 298	1 244 577	1 265 255
Arénas	1 446 732	1 268 373	1 375 806
Parcs et terrains de jeux	2 309 044	2 185 078	2 275 027
Autres services récréatifs	542 200	333 812	347 673
Bâtiments municipaux et environnement	1 043 837	945 826	831 905
Formation et perfectionnement	9 248	6 000	6 269
Bibliothèque	18 400	22 937	17 828
	8 010 712 \$	7 022 902 \$	7 087 764 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2013

24. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)

	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
<i>Approvisionnement en eau</i>			
Administration	488 398 \$	409 717 \$	442 794 \$
Conduite et distribution	2 410 777	1 954 072	1 944 600
Force motrice et pompage	241 350	279 052	229 435
Achat d'eau	1 790 000	1 632 518	1 656 689
Test source d'eau	-	234 496	67 504
Facturation et perception	59 349	64 198	59 809
	4 989 874 \$	4 574 053 \$	4 400 831 \$
<i>Collectage et évacuation des eaux d'égouts</i>			
Administration	257 558 \$	199 555 \$	232 269 \$
Système de collectage des eaux d'égouts	1 024 208	823 104	974 071
Stations de relèvement des eaux d'égouts	19 150	7 685	14 088
Épuration et évacuation des eaux d'égouts	2 201 355	2 201 355	2 071 380
Facturation et perception	53 243	54 708	50 377
	3 555 514 \$	3 286 407 \$	3 342 185 \$
<i>Services financiers - général</i>			
Service de la dette			
Intérêts - long terme	2 457 123 \$	2 389 601 \$	2 513 519 \$
Emprunt - Hôtel de Ville			
Intérêts - long terme	565 170	565 170	582 271
	3 022 293 \$	2 954 771 \$	3 095 790 \$
<i>Services financiers - eau</i>			
Service de la dette			
Intérêts - long terme	878 823 \$	772 704 \$	749 000 \$
<i>Services financiers - égouts</i>			
Service de la dette			
Intérêts - long terme	322 766 \$	367 080 \$	294 040 \$